



Lorsque le marché alimentaire ne produit pas assez de nourriture

Les leçons à tirer de la récente flambée des prix des aliments

Table des matières

Vue d'ensemble

| | |
|---|----------|
| Le monde face à la crise alimentaire | 3 |
| Ce qu'en disent les gens | 3 |
| Lorsque les prix des aliments augmentent et que les pauvres n'ont plus accès à la nourriture | 3 |
| Développements récents : les prix augmentent, la demande aussi | 4 |

Impacts

| | |
|--|----------|
| Conséquences des prix élevés des aliments | 6 |
| Insécurité alimentaire croissante | 6 |
| Vulnérabilité accrue des ménages pauvres dans les pays en développement | 6 |
| Quel profit pour les petits paysans ? | 6 |
| Stabilité économique menacée dans les pays en développement | 7 |
| Baisse de l'aide alimentaire | 7 |
| Vente de terrain et raréfaction des terres agricoles | 7 |

Causes

| | |
|---|----------|
| Les moteurs de la hausse des prix des aliments | 8 |
|---|----------|

Perspectives

| | |
|---|-----------|
| Leçons à tirer et actions à entreprendre | 10 |
| Mesures et stratégies pour mitiger la crise alimentaire | 11 |
| Perspectives | 12 |

Références

| | |
|-----------------------------|-----------|
| Ouvrages recommandés | 13 |
|-----------------------------|-----------|



Parce qu'ils avaient faim (Haïti) : la récente crise alimentaire mondiale a clairement montré que l'objectif « nourriture pour tous » nécessite une réorientation de l'attention sur l'agriculture.
(Photo : © FAO/Giulio Napolitano)

InfoResources Focus paraît trois fois par an en anglais, français et espagnol. Il est gratuit et peut être commandé en format pdf ou imprimé à l'adresse ci-contre.

InfoResources est un réseau fournissant et diffusant des informations sur les ressources naturelles et la coopération internationale.

Equipe de rédaction :

*Alessandra Giuliani, Ruth Wenger
et Susanne Wymann von Dach*

InfoResources Focus No 1/09 a été rédigé par Frank Hartwich (Haute école suisse d'agronomie, HESA).

Nous vous fournirons volontiers de plus amples informations par e-mail.

Traduction au français :

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression : Schlaefli & Maurer AG

Contact :

*InfoResources, Länggasse 85,
3052 Zollikofen, Suisse
Tél.: +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch*

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Info Service CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

**inter
cooperation**

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

Le monde face à la crise alimentaire

Ce qu'en disent les gens

Jane Ndumi Kamwanga, gagne sa vie comme serveuse dans un bar, a sept enfants et vit à Mukurua Kayaba, le tristement célèbre bidonville de Nairobi. Depuis la mi-2007, elle a dû faire face à une situation très sérieuse : les prix des aliments ont tellement augmenté que l'argent qu'elle doit dépenser pour son alimentation et celle de ses enfants dépasse son salaire mensuel de 2000 shillings (25 USD). « Je dois compter sur mes deux filles mariées pour compléter le revenu familial et nous nourrir tous », dit Jane. « Ce que nous mangeons n'a pas changé – de l'ugali (purée à base de farine de maïs), du chou et du githeri (mélange de maïs et de haricots) – mais nous mangeons moins de tout et moins souvent, la plupart du temps une fois par jour seulement. » Les prix élevés de la nourriture font aussi que les Kamwanga n'ont plus d'argent pour les soins et l'éducation, diminuant ainsi leurs options futures pour améliorer leurs sources de revenus et par ce biais l'accès à un régime alimentaire sain.

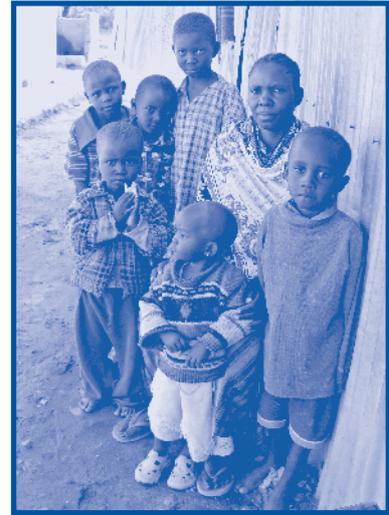
Rael Waeni, paysan de 69 ans, habite avec sa famille à Kyumbi, dans le district rural de Machakos, à 64 km de Nairobi. Il est affecté de la même manière par la hausse des prix des aliments. Aujourd'hui, Rael tire la majeure partie de son revenu d'une activité non agricole : il casse des cailloux avec un marteau et vend le gravier à des gens qui l'utilisent comme matériau de construction. Normalement, il aurait pu vendre un petit surplus de sa production agricole sur le marché local, mais sa ferme ne produit plus grand-chose ces temps. Une grave sécheresse a frappé la région et le rendement des cultures a encore baissé. Interrogé sur l'augmentation constante des prix des aliments depuis une année et demie, Rael explique : « Le moindre argent gagné est dépensé en aliments et encore, cela ne suffit pas à nous nourrir. » Et de poursuivre : « Cette semaine, le gouvernement a donné deux kilos de maïs par ménage à titre d'aide alimentaire, mais pas de haricots. Nous avons déjà tout mangé et ne savons pas quand nous recevrons une nouvelle ration. »

Lorsque les prix des aliments augmentent et que les pauvres n'ont plus accès à la nourriture

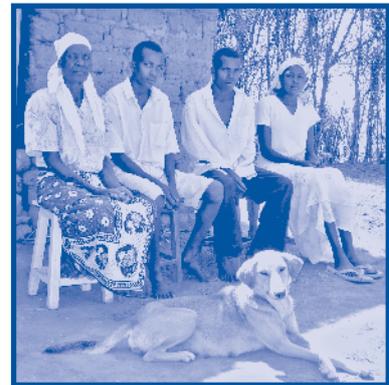
Les problèmes des Kamwanga et des Waeni sont monnaie courante dans de nombreux pays en développement. Ils mettent en exergue les dysfonctionnements du système alimentaire mondial. L'augmentation massive des prix des aliments en 2008 – on a parlé de « crise alimentaire » – et leurs fortes fluctuations ont fait retentir la sonnette d'alarme : et si le système alimentaire mondial ne parvenait plus à produire suffisamment pour nourrir la population en général, et celle des pays en développement à déficit vivrier en particulier !

Le système alimentaire mondial comprend aussi bien les intervenants dans la production, la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires que les règles et politiques nationales et internationales qui régissent leurs opérations. Il semblerait que ce système ne soit pas en mesure d'approvisionner l'ensemble de la population. L'insécurité alimentaire règne dans de nombreux ménages et communautés, voire dans des pays entiers.

Les effets de la hausse des prix des aliments pour deux familles africaines. Interviews menées par Samuel Makali. (CETRAD, Kenya)



La famille Kamwanga vit dans un bidonville de Nairobi, Kenya. (Photo : S. Makali)



La famille Waeni vit à la campagne, à Kyumbi, dans le district de Machakos, Kenya. (Photo : S. Makali)

Les documents mentionnés dans la marge sont commentés dans la liste de références.

La **sécurité alimentaire** est assurée quand « toutes les personnes ont en tout temps accès, économiquement, socialement et physiquement, à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires et leur permet de mener une vie active et saine ». www.fao.org/docrep/005/y4671e/y4671e06.htm

Le concept de **souveraineté alimentaire** a été développé par les membres de Via Campesina (mouvement paysan international) ; il renvoie à un cadre visant à garantir le droit des peuples de définir leur propre système agricole (y inclus l'élevage et la pêche) et alimentaire, par opposition à un système alimentaire entièrement soumis au diktat des marchés internationaux. www.viacampesina.org

La **sécurité alimentaire** veut dire que chaque ménage ou pays produit lui-même en suffisance la nourriture dont il a besoin, ou que chaque ménage ou pays a les moyens d'acheter des aliments produits ailleurs. Or, dans beaucoup de pays en développement, ces conditions ne sont pas remplies. La récente crise alimentaire a incité de nombreuses personnes et organisations à plaider pour une plus grande **souveraineté alimentaire**, et les pays touchés à augmenter leur production pour améliorer leur niveau d'autosuffisance alimentaire.

En 2008, la flambée des prix des aliments a fait les gros titres. Vivement préoccupée, la communauté internationale a réagi avec d'innombrables études politiques, publications scientifiques et blogs pour débattre des causes et des effets de la crise. En ce début de 2009, les prix des aliments sont retombés au niveau d'avant 2008. Du coup, le dossier de la sécurité alimentaire et ses thèmes connexes – le développement agricole, le commerce des produits alimentaires, la pauvreté, le risque de famine, etc. – menace de disparaître de l'agenda des priorités. C'est désormais la crise économique mondiale et d'autres événements qui occupent les esprits. Certes, les prix des aliments ont baissé au niveau mondial, mais ils demeurent élevés dans de nombreux pays en développement et beaucoup de gens pauvres, surtout dans les pays à déficit alimentaire, n'ont pas les moyens d'acheter leur ration quotidienne de nourriture. Si *la crise mondiale des prix de l'alimentaire* (= prix élevés) se dénoue peut-être, *la crise mondiale de l'alimentaire* (= non accès des pauvres à une nourriture suffisante) perdure et est encore péjorée par la récession économique mondiale. Cependant, grâce aux leçons apprises sur les éléments déclencheurs et les répercussions du récent renchérissement, nous pouvons aujourd'hui formuler des stratégies et des programmes d'action en connaissance des causes de l'insécurité alimentaire mondiale, surtout dans les pays en développement.

Évolution des prix de quelques céréales sur les marchés internationaux de 1999 à 2009 (FAO, Commodity prices database)



Situation Alimentaire Mondiale www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr

Développements récents : les prix augmentent, la demande aussi

Été 2008 : après le renchérissement continu des céréales et d'autres denrées depuis 2001, on assiste à un envol sans précédent des prix des aliments vers le milieu de 2007. Cette flambée atteint un pic en mai-juin 2008 ; à cette date, la hausse des prix a affecté pratiquement tous les aliments de base. Les prix du blé et de la volaille ont doublé par rapport à 2003, ceux du maïs et du beurre triplé, celui du riz plus que quadruplé.

Janvier 2009 : les prix des aliments ont à nouveau diminué de moitié par rapport à juillet 2008, principalement grâce aux bonnes prévisions pour la récolte de graines céréalières de 2008 et à de meilleures perspectives d'approvisionnement mondial pour 2009. Il est vrai que la production alimentaire mondiale s'est très bien portée en 2008 ; comparée à 2007, la production de blé a augmenté de 11 %, celle de céréales vivrières de base (maïs, sorgho et orge) de 2.6 %, celle de riz de 2.1 % – il s'agit en l'occurrence de taux de production bien supérieurs aux taux moyens des cinq années précédentes.

Les stocks mondiaux de céréales ont également été reconstitués en 2008 après avoir atteint en 2006 leur niveau le plus bas depuis le début des années 1980. Les réserves disponibles à la fin de la saison avaient augmenté de 8 %, principalement grâce à la hausse des stocks de blé et de riz, alors que celles de maïs continuaient de baisser. La compression de la demande suite à la menace d'un recul de l'économie mondiale, de même que la diminution des prix de l'énergie, à commencer par le prix du pétrole brut, ont aussi contribué à stopper le renchérissement des prix des aliments.

Tout le monde semble soulagé que la crise des prix des aliments n'ait pas eu pour effet une pénurie alimentaire encore plus grande, des émeutes sociales encore plus violentes. En été 2008 – il y a neuf mois à peine ! – les gouvernements et les organisations internationales d'aide au développement, alarmés par la flambée des prix, multipliaient les séances de crise et les réunions urgentes. Aujourd'hui, pris par les autres problèmes affectant la planète, les politiciens tendent à signifier que 'tout est rentré dans l'ordre' et sont retombés dans le mutisme sur la question de la situation alimentaire mondiale. Pourtant, la dernière estimation des prix des aliments montre que, hormis les variations saisonnières, le système alimentaire mondial présente un déséquilibre structurel endémique entre offre et demande, qui menace sérieusement la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population mondiale, voire fait de l'insécurité alimentaire un phénomène permanent. Quatre facteurs appuient ce constat :

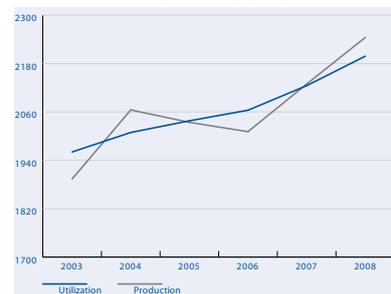
- **L'augmentation de la consommation de céréales.** La consommation de céréales a augmenté de près de 18 % en 10 ans seulement. En comparaison, la population a augmenté de moins de 13 % pendant la même période. Théoriquement, il y aurait suffisamment à manger pour tous. Mais avec la hausse de la demande d'énergie et le changement des habitudes alimentaires des consommateurs, de nouveaux acteurs commerciaux – avec en tête l'industrie des agrocarburants et celle des produits à forte valeur ajoutée (viande) – achètent la majeure partie du surplus des céréales alimentaires.
- **La disparité de la production.** L'augmentation de la production alimentaire est à mettre sur le compte, principalement, des pays de l'hémisphère nord, UE en tête, Etats-Unis et quelques pays asiatiques. Quant à la production céréalière dans les pays à bas revenus et à déficit vivrier, elle a augmenté de 1.7 % seulement (comparé à 4.9 % au niveau mondial), et leurs stocks en fin de saison sont même plus bas qu'il y a une année (-2.1 %), sauf en Chine et en Inde. Une fois de plus, les pays en développement risquent de dépendre plus encore de la production alimentaire du Nord.
- **La faiblesse du pouvoir d'achat.** Beaucoup de gens des pays du Sud n'ont pas assez d'argent pour acheter des aliments au prix du marché. Le ralentissement conjoncturel et une nouvelle hausse des prix des aliments viendraient encore grossir leur nombre.
- **La dépendance de l'aide alimentaire.** De nombreux pays en développement continuent de connaître une pénurie alimentaire et sont tributaires de l'aide alimentaire étrangère. Le Mozambique et Haïti en sont des exemples récents : ces deux pays doivent faire face à un grave manque de nourriture, dû à des conditions météorologiques désastreuses et des récoltes médiocres.

Voir la déclaration de la Conférence de 2008 de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale, intitulée :

Déclaration de la Conférence de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire Mondiale : les Défis du Changement Climatique et des Bioénergies :
www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/declaration-F.pdf

Perspectives de Récoltes et Situation Alimentaire
www.fao.org/GIEWS/french/cpts/index.htm

Production et consommation de céréales au niveau mondial (en mio. t) (FAO)



Conséquences des prix élevés des aliments

Briefing Paper: Hunger on the Rise
www.fao.org/newsroom/common/ecg/1000923/en/hungerfigs.pdf
Implications of Higher Global Food Prices for

Insécurité alimentaire croissante

Lors de la Journée mondiale de l'alimentation, en octobre 2008, la FAO a déclaré que la crise des prix des aliments avait, en une seule année, ajouté quelque 44 millions de personnes au nombre des personnes chroniquement sous-alimentées, amenant le total de cette population à près d'un milliard à l'échelle mondiale. En Afrique, 33 % de la population a faim, en Asie, 16 %. Ansi, il est de moins en moins sûr que les objectifs visant à réduire la faim dans le monde – tels que ceux du Millénaire – soient atteints.

Poverty in Low-Income Countries
www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IB/2008/04/16/000158349_20080416103709/Rendered/PDF/wps4594.pdf

Vulnérabilité accrue des ménages pauvres dans les pays en développement

La hausse des prix des aliments a eu des répercussions dévastatrices sur les conditions de vie des ménages pauvres qui dépensent déjà 60 % de leur revenu en nourriture en Asie et plus de 80 % en Afrique. Ces ménages ont encore perdu de leur pouvoir d'achat, leur situation alimentaire a empiré et leur capacité de travail diminué. La hausse des prix de l'alimentaire a en outre affecté leur santé; leur équilibre nutritionnel s'est dégradé et comme ils doivent dépenser plus d'argent pour se nourrir, ils en ont moins pour se soigner. Les plus vulnérables, à commencer par les femmes et certains groupes marginalisés, sont les plus durement touchés.

Food Crisis and Health Go Hand in Hand
www.ifpri.org/pressrel/2008/20081117.asp

Dans plusieurs pays, les gens affectés par la flambée des prix des aliments, tout spécialement les pauvres des villes, sont descendus dans la rue. Des émeutes motivées par l'inflation des prix des aliments de base ont eu lieu en 2007 et 2008 dans quelque 36 pays, du Bangladesh à l'Égypte et au Cameroun, en passant par Haïti et le Mexique, menaçant la stabilité politique. Dans le même temps, l'inégalité des revenus s'est accentuée, les moins riches devant dépenser une part grandissante de leur revenu pour se nourrir. Les personnes que la récente crise alimentaire a précipitées dans la pauvreté et la faim pourront-elles se relever à brève échéance? Il est fort à craindre que la chute soit irréversible pour la plupart d'entre elles, du fait qu'elles auront perdu leur avoir et leur emploi dans la tourmente.

Au Bangladesh, 10'000 ouvriers ont manifesté leur colère face aux prix élevés des aliments et aux bas salaires. En 2002 encore, le pays était autosuffisant au plan alimentaire. Mais par la suite, les prix des aliments se sont envolés en raison de la forte consommation d'énergies fossiles et de pétrole dans l'agriculture. Des économistes estiment que la faim menace quelque 30 millions de personnes.
www.taipetimes.com/News/world/archives/2008/04/13/2003409155

Soaring Food Prices and the Rural Poor: Feedback from the Field
www.ifad.org/operations/food/food.htm

Selon le président ougandais Yoweri Museveni : « Le fait que le monde ait désespérément besoin de nourriture est un bienfait pour l'Ouganda qui vend des aliments aux pays voisins, ainsi que du lait et du poisson dans le monde entier. »
Food Crisis a Blessing to Continent
<http://allafrica.com/stories/200812010330.html>

Quel profit pour les petits paysans ?

Tant dans les pays développés que dans les pays en développement, les agriculteurs font face à des conditions de production changées : coûts plus élevés des intrants agricoles d'un côté, prix de vente plus élevés de leurs produits de l'autre. En théorie, la hausse des prix des aliments serait l'occasion idéale pour les paysans des pays en développement de produire davantage et d'améliorer leur revenu en vendant ailleurs le surplus de leur production tout en approvisionnant le marché local. Mais en pratique, la plupart d'entre eux ne peuvent pas saisir l'aubaine assez vite, car ils ne sont pas bien connectés aux marchés et n'ont pas les capacités financières et techniques pour augmenter leur production assez rapidement. En outre, la plupart des petits paysans des pays en développement sont touchés négativement par les prix alimentaires plus élevés, parce qu'ils achètent en fin de compte plus d'aliments qu'ils n'en vendent. Par ailleurs, les producteurs dans de nombreux pays en développement ont subi le poids de la hausse des prix des intrants agricoles, alors que ceux des

aliments indigènes demeuraient comparativement bas à cause des taxes à l'exportation et des obstacles commerciaux. Il faudra donc des efforts supplémentaires pour permettre aux paysans des pays moins développés de revitaliser leur production. À défaut de quoi, une chance historique d'équilibrer le marché alimentaire mondial sera manquée... et ce seront les grands producteurs de pays exportateurs d'aliments plus développés qui sauteront dans la brèche.

Stabilité économique menacée dans les pays en développement

L'augmentation des prix des aliments a également contribué à accélérer l'inflation, menaçant la stabilité macro-économique. Des pays importateurs d'aliments, du Japon aux pays du Sahel en passant par Haïti, doivent payer des factures d'importations salées, qui péjorent leur balance de paiement déjà mise à mal par les prix élevés de l'énergie. Il s'agit là d'un défi particulier pour les pays qui n'ont pas de réserves adéquates en devises étrangères. Parallèlement, les coupes budgétaires et le relèvement des taux d'intérêt pour contenir le risque d'inflation risquent de ralentir la croissance économique de pays qui en ont terriblement besoin.

Baisse de l'aide alimentaire

En 2007 / 2008, l'aide alimentaire atteignait son niveau le plus bas depuis 40 ans. Elle devrait toutefois augmenter à nouveau du fait que les pays à bas revenu et importateurs nets d'aliments seront à court de nourriture. Mais, vu le renchérissement, les coûts des filets de sécurité et des programmes d'aide alimentaire pourraient s'avérer trop élevés pour les fonds correspondants. C'est le fonctionnement du système d'aide alimentaire dans son ensemble qui est en péril!

La vente de terrain et la raréfaction de terres agricoles

2008 a vu l'émergence d'un nouveau phénomène plutôt risqué au plan politique: des États riches, mais faibles producteurs d'aliments, ainsi que des grands consortiums internationaux achètent ou louent des terres agricoles dans des pays en développement et pays greniers pour la production offshore d'aliments et d'agrocarburants. Les pays riches qui ne peuvent nourrir leur population avec la production domestique veulent réduire leur dépendance à un marché mondial qui s'est récemment avéré incapable de fournir de la nourriture en quantité suffisante et à des prix abordables. Ils préfèrent contrôler la production de céréales à l'étranger et réduire ainsi du même coup les coûts de transaction liés au commerce. Parallèlement, des sociétés privées investissent dans la production d'aliments et d'agrocarburants, considérés comme un placement sûr en prévision de l'amenuisement des énergies fossiles.

Or, de tels investissements réduisent la part des terres qui se prêtent à la production alimentaire dans les pays en développement eux-mêmes. Et les paysans pratiquant une agriculture de subsistance, qui dépendent de la terre pour nourrir leur famille, seront tout particulièrement affectés par la raréfaction des terres arables et la hausse des prix du terrain. Les investissements étrangers dans l'agriculture des pays en développement pourraient être une bonne chose à la seule condition que des mesures soient prises pour garantir qu'ils aient des retombées positives sur la génération de revenu et la distribution de nourriture au niveau local. Sinon, les pays en développement risquent purement et simplement de vendre leurs ressources au pays du Nord.

Rising Food prices: A Global Crisis
www.odi.org.uk/resources/odi-publications/briefing-papers/37-rising-food-prices-global-crisis.pdf

Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017
www.fao.org/ES/esc/common/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf

Pour plus d'information sur les mécanismes de l'aide alimentaire :

Hunger, Crisis and Business: The Perfect Storm for Food Aid
www.foodfirst.org/files/pdf/N&V%20summer%202008.pdf

Main Basse sur les Terres Agricoles en Pleine Crise Alimentaire et Financière
www.grain.org/briefings_files/landgrab-2008-fr.pdf

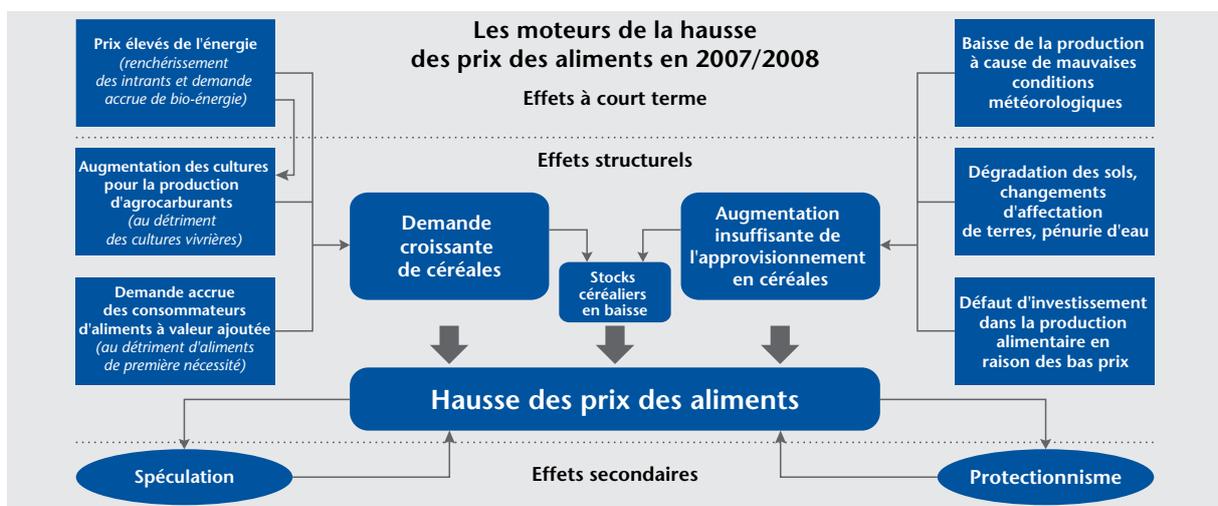
L'entreprise sud-coréenne Daewoo Logistics prévoyait de louer une large portion de terre arable au Madagascar pour 99 ans afin d'y cultiver du maïs et des palmiers à huile. L'idée était de réduire la dépendance de la Corée du Sud des importations d'aliments des Etats-Unis et d'investir dans la production d'agrocarburants, tout en offrant à Madagascar des infrastructures et des emplois. On ne sait pas si et à quelles conditions ce projet aurait été réalisé. Quoiqu'il en soit, les récents troubles politiques sur l'île semblent y avoir mis un terme.

Fuelling Exclusion? The Biofuels Boom and Poor People's Access to Land
www.iied.org/pubs/pdfs/125511IED.pdf

Les moteurs de la hausse des prix des aliments

*The World Food Situation:
New Driving Forces and Required Actions*
www.ifpri.org/pubs/fpr/pr18.asp

Avant 2007, aucune institution n'a été capable de prédire correctement la crise et d'émettre une mise en garde adéquate. Aujourd'hui, nous disposons de données empiriques suggérant que des facteurs structurels à long terme et cycliques à court terme ont contribué à la flambée des prix de 2007 / 2008. Les effets secondaires des mesures prises par les décideurs politiques et les acteurs économiques ont accéléré la spirale des prix. L'offre et la demande jouent un rôle crucial, tout comme le déséquilibre structurel entre production et demande.



Les principaux facteurs de la crise alimentaire ont été structurels :

- *L'affectation de terres destinées aux cultures vivrières à la production d'agrocarburants de la 1^{ère} génération*, en réaction aux prix élevés de l'énergie et aux programmes « vivres contre carburants ». La production d'éthanol a triplé entre 2000 et 2007, principalement aux Etats-Unis (maïs) et au Brésil (canne à sucre), et celle de biodiesel a décuplé durant la même période (de 1 à 11 milliard de litres), principalement aux Etats-Unis et dans l'UE.
- *La flambée des prix du pétrole*, qui s'est répercutée à tous les niveaux de la production alimentaire et à tous les maillons de la chaîne commerciale, des coûts des fertilisants à la transformation de produits en passant par les récoltes et le transport.
- *La demande céréalière accrue suite au changement d'habitudes alimentaires*. Dans les pays où le pouvoir d'achat de la classe moyenne a augmenté (par ex. Chine et Inde), la demande en viande et en produits transformés intenses en céréales (hamburgers, etc.) a augmenté en parallèle. Effets secondaires de ce développement : des processus de concentration dans l'industrie de transformation et le commerce de détail de ces produits, ainsi que des hausses de prix supplémentaires, faute de concurrence.
- *Le défaut d'investissement dans l'agriculture des pays en développement ces dernières années, à cause des bas prix*. Corollaire : peu de développement technologique et infrastructurel, peu de recherche et de programmes de vulgarisation, peu de soutien aux paysans. Dans le même temps, les paysans des Etats Unis et européens bénéficiaient de subventions tant pour la production domestique que pour la production destinée à l'exportation.

« La combinaison des prix plus élevés de l'énergie, des engrais et des transports d'un côté, et de la faiblesse du dollar de l'autre, a fait flamber les prix des aliments d'environ 35 à 40% entre janvier 2002 et juin 2008. Ces facteurs expliquent 25-30% de la hausse globale des prix. Les 70-75% restants sont à mettre sur le compte, pour l'essentiel, de la production d'agrocarburants et de ses effets : faibles stocks de céréales, réaffectation de terres arables, spéculations sur les marchés des matières premières et interdictions d'exporter. »

A Note on Rising Food Prices
www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/07/28/000020439_20080728103002/Rendered/PDF/WP4682.pdf

- La baisse de la productivité dans certaines régions où l'eau se raréfie et où la terre agricole est affectée à d'autres usages (urbanisation, industrialisation ou conservation).

La crise a été renforcée par des facteurs cycliques comme l'affaiblissement du billet vert, la diminution des stocks de vivres et les conditions météorologiques défavorables de 2006 et 2007 dans des pays producteurs clés comme l'Australie, la Russie et l'Ukraine.

Le fait que certains gouvernements aient restreint ou interdit les exportations de vivres a encore contribué à faire monter les prix. Cela a été le cas tout spécialement dans les pays en développement qui, d'un côté, produisent un excédent de céréales alimentaires, mais de l'autre, ont une grande population de mal nourris n'ayant pas les moyens d'acheter de la nourriture. Il ressort d'une étude de la FAO que près de 40 pays ont réduit leurs droits à l'importation sur les céréales et que plus de 20 pays ont régulé les exportations de céréales, que ce soit par des taxes ou par des restrictions quantitatives allant du contingentement à l'interdiction totale d'exporter. Des pays exportateurs de riz comme la Thaïlande, l'Inde, le Vietnam et l'Indonésie, par exemple, ont entravé ou interdit l'exportation de riz. D'autres pays ont suivi, limitant les exportations de céréales pour tenter de faire passer les prix des produits domestiques en-dessous de ceux du marché mondial; mais ils ont simultanément exacerbé la situation en augmentant la volatilité des prix sur les marchés internationaux de céréales.

Par ailleurs, la spéculation a fait monter les prix de manière artificielle. Selon une étude de l'Institute of Agriculture and Trade Policy (IATP), les contrats à terme sur les produits agricoles traditionnellement passés entre producteurs et commerçants pour se prémunir contre les risques liés aux prix sont devenus des titres spéculatifs dans des fonds indexés de matières premières où ils sont combinés avec des contrats à terme sur d'autres matières premières comme le pétrole ou les métaux. Les fluctuations des prix des matières premières non agricoles peuvent ainsi déclencher la vente ou l'achat d'un contrat, indépendamment de l'offre et de la demande de matières premières agricoles.

Des études ont confirmé que des conditions météorologiques défavorables, l'augmentation des prix de l'énergie et le boom des agrocarburants ont, eux aussi, grandement contribué à la flambée des prix des aliments.

Les avis divergent sur l'importance du changement des habitudes alimentaires des consommateurs. La plupart des études estiment que ce facteur est secondaire par rapport à la demande d'agrocarburants et au prix de l'énergie.

Certaines analyses attribuent la hausse des prix aux effets conjugués de l'accroissement de la population et du recul de la productivité dû à la dégradation des ressources naturelles et du sol. Mais la plupart des auteurs réfutent cet argument. Les statistiques confirment que la production alimentaire progresse en continu et est supérieure à la croissance démographique. D'après la FAO, avec les récoltes céréalières record de 2007, il y a bien assez d'aliments pour nourrir toute la planète, en fait 1.5 fois plus que ce qui est vraiment nécessaire actuellement.

Plus récemment, on s'est aussi interrogé sur l'influence du changement climatique sur la productivité des cultures. Mais les effets de ce phénomène sont encore à venir et ne sont pas à l'origine de la dernière envolée des prix des aliments.

En septembre 2007, en réaction aux prix élevés du riz sur le marché mondial, le Vietnam, deuxième exportateur de riz à l'échelle du globe, a limité les exportations de riz pour freiner l'inflation. En mars 2008, il étendait ces restrictions, interdisant temporairement la signature de nouveaux contrats d'exportation de riz et limitant les exportations à 3.5 millions de tonnes. L'interdiction a été levée en juin, au vu de la hausse prévue des récoltes de riz en 2009.

**Commodities Market Speculation :
The Risk to Food Security and Agriculture**
[www.iatp.org/iatp/publications.cfm?
accountID=451&refID=104414](http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=104414)

Global Warming and Agriculture
[http://bookstore.petersoninstitute.org/
book-store/4037.html](http://bookstore.petersoninstitute.org/book-store/4037.html)

**Historical Warnings of Future Food Insecurity
with Unprecedented Seasonal Heat**
[www.sciencemag.org/cgi/content/
full/323/5911/240](http://www.sciencemag.org/cgi/content/full/323/5911/240)

Leçons à tirer et actions à entreprendre

D'après les prévisions de l'OCDE et de la FAO, à supposer une croissance économique soutenue et des conditions climatiques stables, les prix des aliments demeureront supérieurs à ceux d'avant 2000 après la baisse du 2ème semestre 2008 ; en termes réels, ils pourraient baisser moins fortement que par le passé.

Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017
www.fao.org/ES/esc/common/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf

En juin 2008, la FAO a organisé un Sommet mondial sur l'alimentation. Les participants ont préconisé, entre autres mesures, des investissements accrus dans l'agriculture et une aide alimentaire immédiate.
www.fao.org/newsroom/en/focus/2008/1000829/index.html

Le FMI et la Banque mondiale ont conçu un programme d'aide avec différentes mesures de soutien aux petits paysans, notamment des prêts spéciaux. La BM a en outre mis sur pied un programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP).
www.worldbank.org/html/extdr/foodprices

Les donateurs augmentent leurs investissements dans la recherche agricole, injectant USD 800 millions supplémentaires dans les centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR).

L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire a été fondée par l'ONU pour répondre à la flambée des prix des aliments. Son objectif est de coordonner les efforts des agences internationales de coopération au développement. L'Équipe spéciale a défini un plan d'action commun auquel les membres sont censés contribuer à hauteur de 10 milliards USD.
www.un.org/issues/food/taskforce

Si les prix ont à nouveau baissé tout récemment, le temps des aliments bon marché semble définitivement révolu. La question qui se pose maintenant est de savoir si le système alimentaire mondial, avec ses acteurs dans la production, la transformation et la vente, ainsi qu'avec ses règles en matière de commerce agricole et d'aide alimentaire, est toujours adéquat. Le principal enseignement à tirer de la situation est que, malgré l'intégration accrue des marchés mondiaux de l'alimentaire et de l'énergie, qui fait que les fluctuations des prix de l'énergie entraînent des fluctuations des prix des aliments, le système alimentaire mondial continue de fonctionner. Il a réagi rapidement à la flambée des prix : la production alimentaire est en hausse et les prix sont redescendus. Toutefois, vu l'accroissement du nombre de personnes sous-alimentées, le système n'a peut-être quand même pas les reins assez solides pour assurer à l'avenir l'alimentation de l'ensemble de la population mondiale.

L'ampleur de la récente hausse des prix des aliments a mis en lumière la sensibilité dudit système à l'émergence des nouvelles demandes émanant d'un pouvoir d'achat accru – par ex. la demande en agrocarburants ou les prétentions des agro-industries à valeur ajoutée. Un déséquilibre structurel fondamental sur les marchés internationaux de l'alimentaire fait que la production ne correspond plus à la demande et ne parvient plus à nourrir tout le monde. Les prix élevés des principales cultures vivrières risquent de réduire à néant les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté ces dernières années. En outre, la crise économique mondiale pourrait exacerber les effets négatifs sur le revenu des pauvres, en ralentissant l'activité économique, y inclus la production de nourriture, et en obligeant certains pays à diminuer leurs crédits destinés à lutter contre la faim. La hausse des prix des aliments a suscité de grandes inquiétudes par rapport à la sécurité alimentaire. Pour un temps, il semblait que les gouvernements et les organisations d'aide allaient s'occuper des dysfonctionnements structurels visibles des marchés mondiaux de l'alimentaire. Aujourd'hui, la crise alimentaire est surmontée, la peur de manquer de nourriture est retombée. Les choses sont revenues à la normale, sans que l'on ait eu à s'attaquer vraiment aux causes structurelles de la faim et de la malnutrition dans le monde. Cependant, des enseignements peuvent être tirés des récentes difficultés, qui alimenteront les discussions et les négociations futures sur les règles, les accords et les mesures politiques susceptibles de réduire les effets négatifs des déséquilibres structurels mentionnés.

Mesures et stratégies pour mitiger la crise alimentaire

Les mesures les plus à même d'agir immédiatement sur les déséquilibres actuels des marchés mondiaux de l'alimentaire sont les suivantes :

- **Abandonner la promotion et le subventionnement de la 1^{ère} génération d'agrocarburants.** La production d'énergie doit être organisée de manière à ce qu'elle n'entre pas en concurrence avec la production alimentaire pour l'accès au sol et à l'eau. Les politiques de mélanges d'agrocarburants, en particulier de bioéthanol et de biodiesel, avec les carburants fossiles pour les véhicules, doivent être abandonnées ou modifiées.
- **Améliorer l'accès à la protection sociale et aux programmes dits « filets de sécurité »** (transferts de liquidités, projets travail contre nourriture, programmes de nutrition centrés sur la petite enfance, repas scolaires, etc.) pour les gens pauvres et sous-alimentés affectés par le renchérissement des aliments, afin de leur assurer un minimum de nourriture.
- **Réduire la volatilité des marchés** des pays en développement en remplissant les stocks de céréales, en régulant plus efficacement les marchés céréaliers et en mettant en place un mécanisme international qui permette de vendre des aliments (physiquement et virtuellement) en cas de hausse subite des prix.
- **Promouvoir la production** dans les pays en développement, par ex. en améliorant l'accès aux intrants agricoles, au savoir, aux crédits et aux marchés, en tenant compte aussi des intérêts et des besoins des petites paysannes et paysans de subsistance. Les gouvernements des pays en développement sont appelés à mener une politique qui garantisse que leurs investissements dans la production agricole génèrent des bénéfices pour la population locale et n'aient pas de retombées négatives sur la production alimentaire et l'exploitation des ressources.

Des stratégies doivent être développées pour tenter de redresser l'équilibre structurel du système alimentaire mondial et pour aider les pays en développement à déficit alimentaire à progresser sur la voie de l'autosuffisance. Une meilleure distribution de la production de nourriture à l'échelle mondiale réduit la volatilité des prix et améliore les perspectives alimentaires et de revenus des gens du Sud. Cependant, comme peu d'États réunissent les conditions requises pour arriver à une totale indépendance et souveraineté alimentaire, il importe que chacun définisse ses propres objectifs en la matière. Une large palette de mesures d'aide aux niveaux international et national peut les aider :

- Réduire le commerce de produits agricoles subventionnés et promouvoir les échanges de produits alimentaires de base à des conditions équitables pour les pays du Sud. Les interdictions d'exporter et les mécanismes de contrôle des prix mis en place par les pays exportateurs ont plutôt accéléré la spirale des prix sur le marché mondial et sont donc dans une large mesure contre-productives.
- Améliorer l'accès des petits paysans aux intrants agricoles essentiels, au savoir et aux technologies, en misant sur le développement des services de recherche et de vulgarisation agricoles.
- Améliorer l'infrastructure et les services en milieu rural (routes, électrification, irrigation, accès au marché).
- Promouvoir une production agricole durable pour lutter contre les effets négatifs du changement climatique et de la dégradation des ressources.

Lors du Sommet mondial de l'alimentation de la FAO, aucun consensus n'a pu être trouvé sur la question la plus litigieuse : les agrocarburants. La suggestion de la part de la FAO d'introduire des normes internationales afin d'assurer que les agrocarburants ne soient pas produits au détriment des populations affamées et sous-alimentées a été ignorée.

*L'Ethiopia Commodity Exchange (ECX) a été lancé au début de l'année 2008 pour promouvoir le commerce de six aliments de base : le café, le sésame, les fèves de haricot, le teff, le blé et le maïs. Il propose une plate-forme d'échanges où vendeurs et acheteurs peuvent se rencontrer et convenir des modalités d'affaires (qualité, quantité, conditions de paiement, etc.).
Pour plus d'info : www.ecx.com.et*

Implementing Physical and Virtual Food Reserves to Protect the Poor and Prevent Market Failure
www.ifpri.org/pubs/bp/bp010.pdf

L'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) a publié son rapport de synthèse. Les auteurs plaident pour un soutien renouvelé aux petits paysans afin de lutter contre la flambée des prix des aliments, la faim, les inégalités sociales et les catastrophes environnementales. Ils reconnaissent que les règles du marché ne suffisent pas à garantir la sécurité alimentaire, et soulignent l'importance des connaissances, des sciences et des technologies agricoles.

Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD)
www.agassessment.org/docs/SR_Exec_Sum_280508_French.pdf

Perspectives

La forte consommation d'énergie, les politiques protectionnistes des pays du Nord et le défaut d'investissement dans l'agriculture des pays en développement font partie des principales causes structurelles de la crise alimentaire qui frappe la planète depuis quelques décennies. Les deux premiers facteurs vont certainement subsister si l'on en croit les signaux les plus récents, à savoir le maintien des subventions à l'agriculture nationale et à la production d'agrocarburants, tout spécialement en Europe et aux Etats-Unis. Le ralentissement économique va sans doute continuer à grever la sécurité alimentaire, surtout dans les pays en développement à déficit vivrier. Même si l'actuelle récession a pour effet une baisse de la demande de fourrages et d'énergies, il semble que le temps des aliments à bas prix (en termes réels) appartienne définitivement au passé. Cette évolution affecte les pays en développement de deux manières : • ils devront dépenser plus pour leur nourriture – une perspective alarmante pour les plus pauvres – et • les paysans pourront vendre leurs produits sur les marchés locaux et internationaux à des prix plus élevés, mais devront faire face à des coûts de production également plus élevés. Si les pays en développement manquent de réagir de manière appropriée et ne soutiennent pas la production locale, ils pourraient bien devenir plus dépendants encore de la production alimentaire des pays développés et du Nord avec, comme résultat, la persistance des déséquilibres basiques sur les marchés alimentaires.

Par ailleurs, la sécurité alimentaire mondiale se verra confrontée à plusieurs défis de taille à moyen et à long termes :

- L'extension des terres à des fins de production agricole se soldera fort probablement par de nouveaux dommages environnementaux et une raréfaction des ressources « sol » et « eau », à moins que des mesures soient prises afin d'assurer la gestion durable des ressources naturelles.
- Les nouveaux systèmes agricoles aux niveaux global et national devront prouver qu'ils sont suffisamment efficaces pour créer et distribuer des ressources productives.
- L'agriculture mondiale devra gérer les effets du changement climatique. Des pertes de rendement de 20 à 40 % pourraient affecter de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Les conditions météorologiques deviennent moins prévisibles et les épisodes de sécheresse et d'inondation plus fréquents.
- La pénurie de carburants fossiles va empirer, ce qui aura pour effet l'exploitation intensifiée du sol pour produire des agrocarburants de 1^{ère} génération en lieu et place de nourriture.

Selon une étude de l'IFPRI, en l'absence de mesures de maintien de la productivité agricole et d'investissements ciblés, les prix des principales céréales augmenteront de manière significative jusqu'en 2020.

Pour plus de renseignements :
Food and Financial Crisis:
Implications for Agriculture and the Poor
www.ifpri.org/pubs/agm08/jvb/jvbagm2008.pdf

The Environmental Food Crisis
http://www.grida.no/_res/site/file/publications/FoodCrisis_lores.pdf

Récemment encore, le président américain Barack Obama s'est déclaré en faveur du maintien des subventions à la production d'éthanol. Mais Brooke Coleman, directeur de la New Fuels Alliance, a noté qu'Obama semble comprendre que, pour être durable, la production d'agrocarburants doit passer à l'exploitation des matières premières n'entrant pas dans la chaîne alimentaire comme les pellets de bois ou les algues.
http://news.cnet.com/8301-11128_3-10082064-54.html

Lectures recommandées

La liste ci-dessous donne une sélection ciblée de publications et de sites Internet traitant du thème « Lorsque le marché alimentaire ne produit pas assez de nourriture ». Pour en faciliter la lecture, nous les avons classés sous les quatre rubriques **Contexte général**, **Politique**, **Instruments**, **Études de cas**. Les documents sont donnés par ordre alphabétique de leur titre; ils sont pour la plupart disponibles en ligne (état : consultés le 3 mars 2009).

Donald Mitchell. 2008

Politique

A Note on Rising Food Prices

Policy Research Working Paper 4682, The World Bank, 21 p. www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/07/28/000020439_20080728103002/Rendered/PDF/WP4682.pdf

Un article qui explique les causes de la rapide augmentation des prix des aliments du commerce international depuis 2002 et qui évalue la contribution de différents facteurs. Selon l'auteur, le facteur le plus important a été le boom de la production d'agrocarburants aux Etats-Unis et dans l'UE.

Food and Agriculture Organisation (FAO) of the United Nations. 2008

Contexte général

Briefing paper: Hunger on the Rise

6 p. www.fao.org/newsroom/common/ecg/1000923/en/hungerfigs.pdf

Dans ce document, la FAO constate que la crise alimentaire a précipité 75 millions de personnes dans la famine en 2007, ce qui amène le nombre total de personnes sous-alimentées à 923 millions à l'échelle mondiale. La hausse continue et marquée des prix des céréales et des oléagineux jusqu'en 2008 a eu pour effet une nouvelle augmentation du nombre des personnes chroniquement affamées.

Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP). 2008

Politique

Commodities Market Speculation: the Risk to Food Security and Agriculture

IATP's Trade and Global Governance program, 15 p. www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=104414

L'Institute for Agriculture and Trade Policy conclut dans son rapport que les étapes de dérégulation entreprises par le gouvernement américain ont permis à de grands spéculateurs de services financiers de faire des « paris » énormes qui ont déstabilisé les structures des marchés agricoles.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies. 2008

Politique

Déclaration de la Conférence de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire Mondiale : les Défis du Changement Climatique et des Bioénergies,

Instruments

4 p. www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/declaration-F.pdf

En juin 2008, la FAO a organisé une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire. Des chefs d'Etat et des ministres, ainsi que des hauts représentants de 181 pays et de l'Union européenne se sont réunis pour chercher des pistes de solution aux problèmes de la sécurité alimentaire mondiale et maîtriser les défis constitués par les prix élevés des denrées alimentaires, le changement climatique et la bioénergie.

IAASTD. 2008

Politique

Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD)

Instruments

Études de cas

Résumé analytique du Rapport de synthèse, 29 p., www.agassessment.org/docs/SR_Exec_Sum_280508_French.pdf

Cette évaluation internationale, qui a impliqué des gouvernements, la société civile et des scientifiques, vise à générer une vue d'ensemble objective des défis futurs de l'agriculture mondiale en termes de réduction de la pauvreté et de la faim dans le monde, et à trouver des pistes pour maîtriser ces défis, en se fondant sur le développement et l'utilisation à bon escient du savoir-faire et des technologies agricoles, en tirant les leçons d'expériences passées et en mettant à profit les connaissances les plus récentes.

World Food Programme. 2008

Politique

2007 Food Aid Flows

Instruments

The International Food Aid Information System of the World Food Programme (INTERFAIS), 54 p. www.wfp.org/interfais/index2.htm#

L'aide alimentaire a baissé de manière pratiquement constante depuis 1999, atteignant en 2007 son niveau le plus bas depuis 1961. Il est urgent de renverser cette tendance et de revoir à la hausse les ressources pour l'aide alimen-

taire : c'est le seul moyen de mitiger les effets désastreux de la flambée des prix des aliments sur la famine et la malnutrition à l'échelle planétaire.

Joachim von Braun. 2008

Politique

Food and Financial Crisis: Implications for Agriculture and the Poor

Instruments

IFPRI Brief, December 2008, 12 p. www.ifpri.org/pubs/agm08/jvb/jvbagm2008.pdf

Les prix élevés des produits alimentaires en 2007 et jusque vers le milieu de l'année 2008 ont eu de sérieuses incidences sur la sécurité alimentaire, la stabilité macro-économique et la sécurité politique. Avec la crise financière globale et le ralentissement actuel de l'économie, les prix de l'alimentaire ont baissé. Les crises alimentaire et financière ont des effets considérables et durables sur les économies émergentes et les populations pauvres. L'IFPRI préconise qu'une réaction synchronisée sur divers fronts est requise pour soulager les pauvres et permettre à l'agriculture de faire face aux nouveaux défis et saisir de nouvelles opportunités.

International Food Policy Research Institute (IFPRI). 2008

Politique

Food Crisis and Health Go Hand in Hand

Press release: IFPRI urges greater cooperation between health and agriculture sectors, 3 p.

www.ifpri.org/PRESSREL/2008/pressrel20081117.pdf

Pour les pauvres de la planète, l'agriculture et la santé sont indissociablement liées. Le manque de coopération entre les deux secteurs fait obstacle à la lutte contre la pauvreté et la faim dans les pays en développement, et l'évolution des prix de l'alimentaire souligne l'urgence d'agir. Des dirigeants politiques, des chercheurs et des praticiens du développement du monde entier se sont réunis en novembre 2008 pour explorer les liens dans les domaines de la recherche et de l'innovation, le but étant d'améliorer la santé aux niveaux national, régional et global.

Lorenzo Cotula, Nat Dyer and Sonja Vermeulen. 2008

Politique

Fuelling exclusion? The Agrocaburants Boom and Poor People's Access to Land

Instruments

FAO and IIED, 82 p. www.iiied.org/pubs/pdfs/12551IIED.pdf

Une étude consacrée au débat politique sur les agrocaburants en Afrique, Asie et Amérique Latine. Les auteurs analysent les effets actuels et futurs de la production croissante d'agrocaburants dans les pays producteurs et sur les populations rurales pauvres.

William R. Cline. 2007

Politique

Global Warming and Agriculture

Instruments

Center for Global Development (CGD) and the Peterson Institute for International Economics. 250 p.

<http://bookstore.petersoninstitute.org/book-store/4037.html>

Selon l'auteur de cet article, même si la productivité est potentiellement à la hausse dans une minorité de pays, essentiellement des pays du Nord, l'impact du changement climatique sur l'agriculture aura des effets négatifs sur la productivité mondiale. Il estime cette diminution due au réchauffement climatique global à 5–20% durant la seconde moitié de ce siècle.

David S. Battisti and Rosamond L. Naylor. 2009

Politique

Historical Warnings of Future Food Insecurity with Unprecedented Seasonal Heat

Instruments

Science Vol. 323, n. 5911, pp. 240 – 244. www.sciencemag.org/cgi/content/full/323/5911/240

La hausse des températures saisonnières peut avoir des répercussions dramatiques sur la productivité agricole, les revenus des paysans et la sécurité alimentaire. Des données résultant d'observations et issues de modèles climatiques globaux ont été utilisées pour démontrer la forte probabilité que cette hausse excédera encore les températures saisonnières extrêmes dans les pays tropicaux et subtropicaux d'ici la fin du siècle, alors que dans les régions tempérées, les saisons actuellement les plus chaudes seront la norme à l'avenir. Les auteurs expliquent encore comment ces chaleurs saisonnières extrêmes affecteront les systèmes alimentaires.

Institute for Food and Development Policy. 2008

Politique

Hunger, Crisis and Business: The Perfect Storm for Food Aid

Food First, News and Views, Vol. 30, n. 109, 4 p. www.foodfirst.org/files/pdf/N&V%20summer%202008.pdf

Dans son bulletin d'information, l'Institute for Food and Development Policy affirme que le Sommet mondial sur l'alimentation organisé par la FAO en juin 2008 a été un échec pour les populations pauvres et sous-alimentées de la

planète. Selon cet institut, le mécanisme d'aide alimentaire établi par les États-Unis et l'UE mine le système du marché qui aurait, sinon, permis aux petits producteurs du Sud de produire des aliments et d'en faire le commerce.

Joachim von Braun and Maximo Torero. 2009

Instruments

Implementing Physical and Virtual Food Reserves to Protect the Poor and Prevent Market Failure
IFPRI Policy Brief No. 10, 4 p. <http://www.ifpri.org/pubs/bp/bp010.pdf>

L'IFPRI propose d'établir des arrangements globaux pour mettre en place des réserves alimentaires physiques et virtuelles afin de protéger les pauvres et de prévenir l'effondrement des marchés.

Maros Ivanic and Will Martin. 2008

Instruments

Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries

Policy Research Working Paper #4594, Development Research Group/Trade Team, The World Bank, 57 p.
www-ds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/04/16/000158349_20080416103709/Rendered/PDF/wps4594.pdf

Une analyse des liens entre les prix plus élevés de l'alimentaire au niveau mondial et la pauvreté. Les auteurs utilisent des modèles qui permettent de calculer les changements de prospérité des ménages dans dix cas concrets, ainsi que le bien-être national et les effets sur la pauvreté dans les pays étudiés. Il ressort des résultats que l'impact global de la hausse des prix de l'alimentaire sur la pauvreté est négatif et que les pauvres des villes sont le segment de population le plus durement touché.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies. 2008

Politique

Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008–2017

73 p. www.fao.org/ES/esc/common/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf

Publié conjointement par l'OCDE et la FAO, ce rapport annuel renseigne sur les tendances des principaux marchés alimentaires et des politiques correspondantes. Cette édition des Perspectives propose une analyse rigoureuse des causes de la hausse exceptionnelle des prix de l'alimentaire en 2007–2008 et établit un pronostic de l'évolution de la demande et de l'offre des produits alimentaires jusqu'en 2017. Pour la première fois, elle comprend également des projections concernant les marchés mondiaux des agrocarburants, et analyse les interactions entre agrocarburants et marchés alimentaires.

Steve Wiggins and Stephanie Levy. 2008

Politique

Rising Food Prices: A Global Crisis

Instruments

Overseas Development Institute, ODI Briefing Paper 37, 4 p.

www.odi.org.uk/resources/odi-publications/briefing-papers/37-rising-food-prices-global-crisis.pdf

Ce document analyse les causes de la hausse des prix des aliments et l'évolution probable de la situation ainsi que ses répercussions et propose diverses mesures pour trois groupes cibles : • les pauvres ; • les gouvernements de pays à bas revenus, qui devront payer des factures plus salées pour les produits importés ; • les agences de coopération au développement qui devront gérer des demandes accrues d'aide alimentaire, mais aussi financière et technique.

GRAIN. 2008

Politique

Main Basse sur les Terres Agricoles en Pleine Crise Alimentaire et Financière

Rapport de GRAIN (octobre 2008), 11 p. www.grain.org/briefings_files/landgrab-2008-fr.pdf

Cette publication analyse la situation et les tendances sur les marchés globaux des terres agricoles, pour tenter d'expliquer deux phénomènes : • le fait que les gouvernements de pays touchés par la crise alimentaire investissent à l'étranger pour assurer leur production alimentaire offshore ; • le fait que les entreprises alimentaires et les investisseurs privés investissent à l'étranger à des fins lucratives.

International Fund for Agricultural Development (IFAD) of the United Nations. 2008

Instruments

Soaring Food Prices and the Rural Poor: Feedback from the Field

Contexte général

Rising food prices. www.ifad.org/operations/food/food.htm

Ce rapport est basé sur les réponses données par les pays en développement à la question de savoir comment ils étaient affectés par la hausse des prix de l'alimentaire à l'échelle globale. Il veut faire comprendre les effets de cette hausse pour la population rurale pauvre et aider l'IFAD à mieux identifier les mesures à prendre aux niveaux national et local en collaboration avec les gouvernements membres.

United Nations Environmental Program (UNEP), 2009

Politique

The Environmental Food Crisis

Instruments

The environment's role in averting future food crises: A UNEP rapid response assessment, 104 p.

www.grida.no/_res/site/file/publications/FoodCrisis_lores.pdf

Selon cette évaluation, l'évolution du climat déploiera ses pleins effets vers les années 2050, avec une augmentation des inondations et des épisodes de sécheresse dans les terres irriguées. Sous l'action conjuguée du changement climatique, de la dégradation des sols, de la perte de terres agricoles, de la raréfaction de l'eau et des infestations de nuisibles, les rendements agricoles seront alors, selon les pronostics, inférieurs de 5–25% à la demande. C'est dire l'urgence de trouver de nouvelles pistes pour accroître la production alimentaire.

Oxfam, 2008

Instruments

The Time is Now: How World Leaders Should Respond to the Food Price Crisis

Oxfam Briefing Notes, Oxfam, UK, 16 p.

www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_disasters/downloads/bn_time_is_now.pdf?m=234

Une analyse des causes de la crise des prix des aliments, y inclus une série de recommandations pour gérer la situation et mettre en place les réformes utiles pour prévenir de nouvelles crises.

Joachim von Braun, 2008

Politique

The World Food Situation: New Driving Forces and Required Actions

Instruments

IFPRI Food Policy Report No 18, 27 p. www.ifpri.org/pubs/fpr/pr18.asp

Un des premiers rapports à proposer une analyse complète des tendances et des défis liés à la crise récente des prix de l'alimentaire. Il passe en revue les mesures prises ou souhaitées aux niveaux local, national, régional et international, et informe sur les thématiques essentielles à traiter par les milieux scientifiques en relation avec l'agriculture, la nutrition et la santé.

Colin Andrews and Margarita Flores, 2008

Instruments

Vulnerability to Hunger: Improving Food Crisis Responses in Fragile States

Contexte général

Research Paper No. 2008/42, UN University – World Institute for Development Economics Research, 18 p.

www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2008/en_GB/rp2008-42/_files/79269701285446203/default/rp2008-42.pdf

Reconnaissant le caractère endémique de la crise alimentaire, les auteurs de ce document s'interrogent comment les mécanismes de prévention et de mitigation peuvent être améliorés pour aider les décideurs à prendre en main les causes sous-jacentes de la vulnérabilité et de la faim. Le document se fonde sur des informations tirées d'études de cas pour examiner les opportunités concrètes.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies, 2008

Contexte général

Situation Alimentaire Mondiale

Études de cas

www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/

Nouvelles et rapports sur la situation alimentaire mondiale. Indices des prix des produits et des denrées alimentaires.

InfoResources Focus offre une vue d'ensemble des sujets pertinents et d'actualité et propose une orientation dans la pléthore d'informations. Il se consacre à un thème d'actualité dans les domaines de la forêt, de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, cela dans le contexte de la coopération internationale. Chaque thème est discuté selon des perspectives différentes :

- Politiques et stratégies
- Mise en œuvre et expériences pratiques.

Dans la première partie, InfoResources Focus propose une introduction concise à chaque sujet, met les problèmes en exergue, confronte approches théoriques et opinions et rend compte des expériences existantes. La seconde partie présente une sélection choisie et annotée de documents pertinents, de livres, de CD ROM et de sites Internet. Ce choix va des travaux d'introduction aux ouvrages conceptuels, en passant par la présentation d'instruments, de méthodes et d'études de cas.

Les précédentes éditions de InfoResources Focus peuvent être commandées à l'adresse figurant en page 2, ou téléchargées de www.inforesources.ch